



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

# Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon  
39 Route des Lacs 33380 BIGANOS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

## **Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon**

39 Route des Lacs - 33380 BIGANOS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de l'association Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "2.2 Principes, règles et méthodes comptables de l'annexe" qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Administrateur.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 23 mars 2026

KPMG SA

Alexandra Lesage

Associée

## 1. Bilan et compte de résultat

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement	4 211	-4 211	0	0
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
• <b>Immobilisations incorporelles :</b>				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 500	-2 500	0	0
- Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
• <b>Immobilisations corporelles :</b>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériels et outillage industriels				
- Autres Immobilisations corporelles	23 958	-17 928	6 030	5 815
- Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
• <b>Immobilisations financières :</b>				
- Participations et créances rattachées	200		200	200
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres				
<b>TOTAL I</b>	<b>30 869</b>	<b>-24 639</b>	<b>6 230</b>	<b>6 015</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
• <b>Stocks et en-cours</b>				
• <b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				0
• <b>Créances :</b>				
- Créances clients, usagers et comptes rattachés	54		54	39
- Créances reçues par legs ou donations Autres				
- Autres	22 343		22 343	23 745
- Charges constatées d'avance	140		140	115
• <b>Valeurs mobilières de placement</b>				
• <b>Instruments de trésorerie</b>				
• <b>Disponibilités</b>	153 529		153 529	205 156
<b>TOTAL II</b>	<b>176 066</b>	<b>0</b>	<b>176 066</b>	<b>229 054</b>
• <b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>				
• <b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
• <b>Ecart de conversion Actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>206 935</b>	<b>-24 639</b>	<b>182 296</b>	<b>235 069</b>

PASSIF		Exercice 2025	Exercice 2024
<b>FONDS PROPRES</b>			
• Fonds propres			
- Fonds propres sans droit de reprise			
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
	Fonds propres statutaires	2 000	2 000
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise		
- Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
<b>Autres fonds associatifs (1/2)</b>			
	Apports		
	Legs et donation		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecart de réévaluations sur biens avec droit de reprise		
- Ecart de réévaluation			
<b>- Réserves</b>			
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	136 186	127 445
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	136 186	127 445
	Réserves de compensation		
	Autres		
<b>- Report à nouveau</b>			
	Report à nouveau	-3 653	9 360
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	-3 653	9 360
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
	Résultat sous contrôle tiers financeurs		
	Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
<b>- Excédent ou déficit de l'exercice</b>			
	Excédent ou déficit de l'exercice	-50 452	-4 271
	<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	-50 452	-4 271
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		
<b>- Situation nette (sous total)</b>		<b>84 081</b>	<b>134 533</b>
<b>- Fonds propres consommables</b>			
	- Subventions d'investissement		
	- Provisions réglementées		
<b>Autres fonds associatifs (2/2)</b>			
	- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	- Provisions réglementées		
	- Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>TOTAL I</b>		<b>84 081</b>	<b>134 533</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>			
• Fonds reportés liés aux legs ou donations			
• Fonds dédiés		3 000	
<b>TOTAL II</b>		<b>3 000</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>			
• Provisions pour risques		21 500	
• Provisions pour charges			
<b>TOTAL III</b>		<b>21 500</b>	<b>0</b>
<b>DETTES (1)</b>			
• Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)			
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		20	15
• Emprunts et dettes financières diverses			
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés		13 988	31 104
• Dettes des legs ou donations			
• Dettes fiscales et sociales		59 708	69 418
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
• Autres dettes			
• Instruments de trésorerie			
• Produits constatés d'avance (1)			
<b>TOTAL IV</b>		<b>73 716</b>	<b>100 537</b>
• Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>182 296</b>	<b>235 069</b>

Compte de résultat	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :</b>		
• Cotisations		
• Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de service	701	1 591
dont parrainages		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales</i>		
• Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions		
<i>Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	462 288	452 190
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
• Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
• Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
• Utilisations des fonds dédiés		
• Autres produits	3 184	3 062
<b>TOTAL I</b>	<b>466 173</b>	<b>456 843</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2) :</b>		
• Achats de marchandises		
• Variation de stock		
• Autres achats et charges externes	98 489	91 348
• Aides financières		
• Impôts, taxes et versements assimilés	5 859	5 777
• Salaires et traitements	287 232	255 763
• Charges sociales	99 623	106 252
• Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 915	3 979
• Dotations aux provisions	21 500	
• Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
• Reports en fonds dédiés	3 000	
• Autres charges	128	32
<b>TOTAL II</b>	<b>519 746</b>	<b>463 152</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>-53 573</b>	<b>-6 309</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>		
• De participation		
• D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
• Autres intérêts et produits assimilés	3 459	2 926
• Reprises sur provisions, dépréciations		
• Différences positives de change		
• Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>3 459</b>	<b>2 926</b>
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>		
• Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
• Intérêts et charges assimilées		
• Différences négatives de change		
• Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>3 459</b>	<b>2 926</b>

Compte de résultat - suite -	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)</b>	<b>-50 114</b>	<b>-3 383</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	20 290
CHARGES EXCEPTIONNELLES :	0	20 465
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)</b>	<b>0</b>	<b>-175</b>
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	338	714
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>469 632</b>	<b>480 059</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>520 084</b>	<b>484 330</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-50 452</b>	<b>-4 271</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-50 452	-4 271
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>PRODUITS</b>		
• Dons en nature		
• Prestations en nature		
• Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES</b>		
• Secours en nature		
• Mise à disposition gratuite de biens et services		
• Prestations en nature		
• Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



## **1.1. Activité de l'Association**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans la convention constitutive du Groupement :

- Rechercher la pleine satisfaction de toutes les personnes en situation de handicap orientées par la CDAPH vers le SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon
- Répondre à ce public par des prestations d'accompagnement conformes aux missions du SAVS telles qu'elles sont précisées dans le décret N°2005-223 du 11/03/2005
- Conclure toutes conventions notamment de partenariat, de mise à disposition de personnel nécessaire au fonctionnement et eu égard à la mission du SAVS
- Concourir à l'amélioration permanente de la qualité des prestations qu'il délivre, au regard notamment des évaluations internes et externes en s'appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques professionnelles et à leur évolution
- Contribuer à faire évoluer les politiques sociales dans ce domaine sur le département de la Gironde au travers de l'expérimentation du SAVS du Bassin d'Arcachon
- Poursuivre le développement du SAVS du Bassin d'Arcachon en nombre de places complémentaires pour répondre aux besoins non satisfaits et repérés par les membres du groupement
- Conduire toute action se rapportant à l'objet de ce groupement. A ce titre, il peut être conduit à promouvoir le développement ultérieur de services complémentaires en fonction des opportunités

Le budget 2025 s'élève à 462 288 €.

Les ETP pour l'année 2025 sont de 6,41 ETP.

## **2. Faits majeurs de l'exercice**

### **2.1. Evénements principaux de l'exercice**

Dans le cadre d'un départ d'une salariée, le GCSMS a payé une indemnité de licenciement de 37 913 euros bruts.

Un litige prud'hommal est actuellement en cours au moment de la clôture des comptes. Il a été décidé de comptabiliser 21 500 euros au titre de la provision pour litige dans les comptes au 31 12 2025.

### **2.2.Principes, règles et méthodes comptables**

#### **2.2.1. Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

#### **2.2.2. Méthode générale**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions suivantes :

- du règlement relatif au plan comptable général ANC 2014-03 pour les dispositions comptables générales,
- Règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général, applicable pour la première fois à partir du 1er janvier 2025,
- Règlement ANC 2023-03, applicable pour la première fois à partir du 1er janvier 2025,
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- le règlement ANC 2019-04 qui traite des seules particularités propres aux associations du secteur social et médico –social ;
- le plan comptable M22Bis et les dispositions spécifiques applicables de l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

#### **2.2.3.Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice au niveau des comptes.

#### **2.2.4. Changement de méthode comptable**

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois les règlements ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC n°2023-03 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des règlements ANC n°2022-06 et ANC 2023-03 ne génèrent pas d'impacts significatifs sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

#### **2.2.5.Changement de présentation des comptes**

Aucun changement de présentation des comptes n'est intervenu au cours de l'exercice.

## 3. Informations relatives au bilan

### 3.1. Actif

#### Immobilisations

SAVS polyvalent du bassin d'Arcachon

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement	4 211.36		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 740.00		
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>9 951.36</b>		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Install générales, agenc. et aménag. divers	1 994.52		
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 217.18		3 746.02
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>20 211.68</b>		<b>3 746.02</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	200.00		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>Immobilisations financières</b>	<b>200.00</b>		
<b>Total Général</b>	<b>30 363.04</b>		<b>3 746.02</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de			4 211.36	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		3 240.00	2 500.00	
<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>3 240.00</b>	<b>6 711.36</b>	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Install générales, agenc. et aménag. divers			1 994.52	
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier			21 963.18	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>			<b>23 957.70</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation			200.00	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>			<b>200.00</b>	
<b>Total Général</b>		<b>3 240.00</b>	<b>30 869.06</b>	

### 3.1.1. Tableau des amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement	4 211.36			4 211.36
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 740.00		3 240.00	2 500.00
<u>Immobilisations incorporelles</u>	<u>9 951.36</u>		<u>3 240.00</u>	<u>6 711.36</u>
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	1 540.75	199.45		1 740.20
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 855.47	3 332.01		16 187.48
Emballages récup et divers				
<u>Immobilisations corporelles</u>	<u>14 396.22</u>	<u>3 531.46</u>		<u>17 927.68</u>
<b>Total Général</b>	<b>24 347.58</b>	<b>3 531.46</b>	<b>3 240.00</b>	<b>24 639.04</b>

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	199.45				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 332.01				
Emballages récup et divers					
<u>Immobilisations corporelles</u>	<u>3 531.46</u>				
<b>Total Général</b>	<b>3 531.46</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

### **3.1.2.Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à ce titre pour 2025.

#### **3.1.2.1.Principaux mouvements**

Néant

#### **3.1.2.2.Méthode d'amortissement des immobilisations incorporelles**

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement (évaluations externes , frais de constitution)	linéaire	4 ans
Logiciels et progiciels	linéaire	de 3 à 5 ans

### **3.1.3.Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à ce titre pour 2025.

#### **3.1.3.1.Principaux mouvements**

Acquisition de mobilier pour 3 746.02 €.

Sorties d'immobilisations (mise au rebut et cession) pour 3 240€

#### **3.1.3.2.Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles**

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations techniques,	lineaire	de 7 à 20 ans
Matériel de bureau	lineaire	de 3 à 5 ans
Mobilier de bureau	lineaire	de 5 à 10 ans

### 3.1.4.Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

#### 3.1.4.1.Immobilisations financières

#### 3.1.4.2.Principaux mouvements

Neant.

### 3.1.5.Créances

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Créances et Dettes

SAVS polyvalent du bassin d'Arcachon

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	54.18	54.18	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	116.07	116.07	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts	22 227.00	22 227.00	
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	140.20	140.20	
<b>Total général</b>	<b>22 537.45</b>	<b>22 537.45</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

## 3.2. Passif

### 3.2.1.Fonds propres et réserves

VARIATION DES FONDS PROPRES	A la clôture 31/12/2024	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSUMMATION	A la clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	2 000,00				2 000,00
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	127 444,70		8 740,86		136 185,56
- dont réserves des activités ESMS:					
Report à nouveau	9 359,52	- 4 271,44	10 000,00	- 18 740,86	- 3 652,78
- dont report à nouveau lié aux activités ESMS:					
Excédent ou déficit de l'exercice:	- 4 271,44	4 271,44		- 50 452,26	- 50 452,26
- dont excédent ou déficit des activités ESMS:					
<b>Situation nette</b>	<b>134 532,78</b>	<b>-</b>	<b>18 740,86</b>	<b>- 69 193,12</b>	<b>84 080,52</b>
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement renouvelables	-				-
Subventions d'investissement non renouvelables	-				-
Provisions réglementées	-				-
<b>TOTAL</b>	<b>134 532,78</b>	<b>-</b>	<b>18 740,86</b>	<b>- 69 193,12</b>	<b>84 080,52</b>

Les mouvements de l'exercice traduisent :

- Des affectations de résultats des exercices antérieurs conformément aux décisions de l'Assemblée générale et des autorités de tarification.

Les réserves statutaires ou contractuelles se décomposent en :

- Réserve de compensation ..... 118 853.66 €
- Autres réserves (compensation des charges d'amortissements) 17 331.90 €



### 3.2.2. Etat des dettes

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine	20.42	20.42		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 987.76	13 987.76		
Personnel et comptes rattachés	21 172.58	21 172.58		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 691.85	35 691.85		
Etat, impôt sur les bénéfices	338.00	338.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	2 505.36	2 505.36		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres Dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>Total général</b>	<b>73 715.97</b>	<b>73 715.97</b>		
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

## **4. Informations relatives au compte de résultat**

### **4.1. Ventilation des produits**

**Tableau de répartition des produits**

Produits de la tarification-Conseil Départemental	462 288
Prestations de service	701
Autres produits de gestion courante	3 184
autres produits financiers	3 459
autres produits exceptionnels	0
<b>Total</b>	<b>469 632</b>

## 5. Autres informations

### 5.1. Passage résultat comptable au résultat administratif

Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs)  
**Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025**

	2025	2024
Résultat comptable du secteur contrôlé	- 50 452,26	- 4 271,44
Retraitements		
• Provisions pour congés payés	- 7 867,40	11 616,00
• Reprise sur les excédents		
Résultat administratif secteur contrôlé	- 58 319,66	7 344,56

### 5.2 Indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière éventuellement dues ne sont pas significatives compte tenu des règles de la convention collective, du turn-over et de l'ancienneté du personnel à la clôture de l'exercice.

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 2 885€ HT.

### 5.3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

### 5.4 Article 20 de la loi 2005-586

Application de l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Cette information n'est pas donnée puisqu'elle conduirait à donner une rémunération individuelle.